



Exploration Midland inc.

États financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2017 et 2016



Le 7 décembre 2017

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Exploration Midland Inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Exploration Midland Inc., qui comprennent les états de la situation financière aux 30 septembre 2017 et 2016 et les états du résultat global, des variations des capitaux propres et des tableaux des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

*PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2500, Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1
Tél. : +1 514 205-5000, Téléc. : +1 514 876-1502, www.pwc.com/ca/fr*

« PwC » s'entend de PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l., une société à responsabilité limitée de l'Ontario.

**Opinion**

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Exploration Midland Inc. aux 30 septembre 2017 et 2016, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A123642

Exploration Midland inc.

États de la situation financière

Aux 30 septembre 2017 et 2016

	Au 30 septembre	
	2017	2016
	\$	\$
Actifs		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 5)	4 628 896	1 467 414
Placements (note 6)	6 503 910	8 729 000
Comptes débiteurs	105 995	97 433
Taxes de vente à recevoir	279 945	257 650
Crédits d'impôt et droits miniers à recevoir	922 454	755 105
Frais payés d'avance	56 671	63 110
Total actifs courants	12 497 871	11 369 712
Actifs non courants		
Placement – portion non courante (note 6)	-	3 078 910
Crédits d'impôt et droits miniers à recevoir – portion non courante	117 623	115 503
Avances payées pour frais d'exploration	-	344 624
Actions cotées	33 000	-
Actifs d'exploration et d'évaluation (note 7)		
Propriétés d'exploration	1 896 351	1 506 118
Frais d'exploration et d'évaluation	11 932 760	8 041 811
	13 829 111	9 547 929
Total actifs non courants	13 979 734	13 086 966
Total de l'actif	26 477 605	24 456 678
Passifs		
Passifs courants		
Comptes créditeurs et charges à payer	477 838	646 494
Avances reçues pour travaux d'exploration	341 262	15 036
Total du passif	819 100	661 530
Capitaux propres		
Capital social	35 142 832	32 332 811
Bons de souscription (note 8)	1 922 031	1 997 093
Surplus d'apport	2 679 002	2 224 411
Déficit	(14 085 360)	(12 759 167)
Total des capitaux propres	25 658 505	23 795 148
Total du passif et des capitaux propres	26 477 605	24 456 678

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

Au nom du conseil d'administration

(s) Jean-Pierre Janson
Jean-Pierre Janson
Administrateur

(s) Gino Roger
Gino Roger
Président, administrateur

Exploration Midland inc.

États du résultat global

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2017 et 2016

	Exercice 17	Exercice 16
	\$	\$
Produits		
Honoraires de gestion de projets	96 193	107 423
Charges opérationnelles		
Salaires	584 630	456 275
Rémunération à base d'actions	285 429	96 951
Déplacements	64 091	77 029
Loyer et assurances	55 988	50 095
Frais de bureau	133 918	83 956
Frais réglementaires	43 404	34 282
Conférences et implication dans l'industrie minière	173 937	127 278
Communiqués de presse et relations avec les investisseurs	67 665	61 643
Honoraires professionnels	216 730	243 980
Exploration générale	6 840	18 543
Dépréciation d'actifs d'exploration et d'évaluation (note 7)	232 075	82 174
Charges opérationnelles	1 864 707	1 332 206
Autres gains ou pertes		
Produits d'intérêts	169 368	225 491
Variation – juste valeur des actions cotées	3 000	-
	172 368	225 491
Résultat net avant impôt sur les bénéfices	(1 596 146)	(999 292)
Recouvrement d'impôt différé (note 11)	382 090	192 134
Résultat net et global	(1 214 056)	(807 158)
Résultat de base et dilué par action (note 10)	(0,02)	(0,01)

Le résultat net et global est entièrement attribuable aux actionnaires d'Exploration Midland inc.

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

Exploration Midland inc.

États des variations des capitaux propres

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2017 et 2016

	Nombre d'actions en circulation	Capital social \$	Bons de souscrip- tion \$	Surplus d'apport \$	Déficit \$	Total des capitaux propres \$
Solde au 1^{er} octobre 2016	54 674 417	32 332 811	1 997 093	2 224 411	(12 759 167)	23 795 148
Résultat net et global	-	-	-	-	(1 214 056)	(1 214 056)
Placement privé accréditif	1 898 354	2 562 776	-	-	-	2 562 776
Moins : la prime	-	(382 090)	-	-	-	(382 090)
	1 898 354	2 180 686	-	-	-	2 180 686
Exercice de bons de souscription	588 786	629 335	(69 988)	-	-	559 347
Bons de souscription expirés	-	-	(5 074)	5 074	-	-
Rémunération à base d'actions	-	-	-	449 517	-	449 517
Frais d'émission d'actions	-	-	-	-	(112 137)	(112 137)
Solde au 30 septembre 2017	57 161 557	35 142 832	1 922 031	2 679 002	(14 085 360)	25 658 505

	Nombre d'actions en circulation	Capital social \$	Bons de souscrip- tion \$	Surplus d'apport \$	Déficit \$	Total des capitaux propres \$
Solde au 1^{er} octobre 2015	53 259 052	31 288 335	2 113 643	2 088 784	(11 894 627)	23 596 135
Résultat net et global	-	-	-	-	(807 158)	(807 158)
Placement privé accréditif	835 365	710 060	-	-	-	710 060
Moins : la prime	-	(192 134)	-	-	-	(192 134)
	835 365	517 926	-	-	-	517 926
Exercice d'options	25 000	21 500	-	(6 500)	-	15 000
Exercice de bons de souscription courtiers	555 000	505 050	(116 550)	-	-	388 500
Rémunération à base d'actions	-	-	-	142 127	-	142 127
Frais d'émission d'actions	-	-	-	-	(57 382)	(57 382)
Solde au 30 septembre 2016	54 674 417	32 332 811	1 997 093	2 224 411	(12 759 167)	23 795 148

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

Exploration Midland inc.

Tableaux des flux de trésorerie

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2017 et 2016

	Exercice 17	Exercice 16
	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux :		
Activités d'exploitation		
Résultat net	(1 214 056)	(807 158)
Ajustement pour :		
Rémunération à base d'actions	285 429	96 951
Dépréciation d'actifs d'exploration et d'évaluation	232 075	82 174
Variation - juste valeur des actions cotées	(3 000)	-
Recouvrement d'impôt différé	(382 090)	(192 134)
	(1 081 642)	(820 167)
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Comptes débiteurs	(8 562)	1 624
Taxes de vente à recevoir	(22 295)	(73 708)
Crédits d'impôt et droits miniers à recevoir	5 320	(5 320)
Frais payés d'avance	6 439	(7 923)
Comptes créditeurs et charges à payer	(360 755)	(81 163)
Avances reçues pour travaux d'exploration	326 226	(126 134)
	(53 627)	(292 624)
	(1 135 269)	(1 112 791)
Activités de financement		
Placement privé accréditif	2 562 776	710 060
Exercice d'options	-	15 000
Exercice de bons de souscription	559 347	388 500
Frais d'émission d'actions	(112 137)	(57 382)
	3 009 986	1 056 178
Activités d'investissement		
Additions aux placements	(3 425 000)	(5 311 910)
Dispositions ou échéances de placements	8 729 000	4 535 807
Additions aux propriétés d'exploration	(465 274)	(340 618)
Paievements sur option de propriétés d'exploration	50 000	-
Avances payées pour frais d'exploration	344 624	(344 624)
Additions aux frais d'exploration et d'évaluation	(4 830 008)	(2 941 722)
Crédits d'impôt et droits miniers reçus	883 423	64 141
	1 286 765	(4 338 926)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	3 161 482	(4 395 539)
Trésorerie et équivalents de trésorerie - au début (note 5)	1 467 414	5 862 953
Trésorerie et équivalents de trésorerie - à la fin (note 5)	4 628 896	1 467 414

Voir note 15 pour des informations additionnelles

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2017 et 2016

1. CONSTITUTION ET NATURE DES ACTIVITÉS

Exploration Midland inc. (« la Société »), constituée au Canada le 2 octobre 1995 et régie par la Loi sur les sociétés par actions (Québec), est une entreprise d'exploration minière. Les activités de la Société consistent à acquérir et explorer des propriétés minières. L'adresse de son siège social est le 1, Place Ville-Marie, bureau 4000, Montréal, Québec, H3B 4M4. Les actions de la Société sont cotées à la Bourse de croissance TSX (la « Bourse ») sous le symbole MD.

Jusqu'à ce qu'il soit déterminé qu'elles contiennent des réserves ou des ressources minérales économiquement exploitables, les propriétés sont classées comme propriétés d'exploration. Le recouvrement des actifs d'exploration et d'évaluation dépend : de la découverte de réserves et de ressources économiquement récupérables; de l'obtention et du maintien de titres et d'intérêt bénéficiaire dans les propriétés; de la capacité d'obtenir le financement nécessaire à l'exploration et de la vente profitable des actifs. La Société devra obtenir périodiquement de nouveaux fonds pour poursuivre ses activités et, malgré le fait qu'elle a réussi dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir.

Bien que la Société ait pris des mesures pour vérifier le droit de propriété concernant les biens miniers dans lesquels elle détient une participation conformément aux normes de l'industrie visant la phase courante d'exploration de ces biens, ces procédures ne garantissent pas le titre de propriété à la Société. Le titre de propriété peut être assujéti à des accords antérieurs non reconnus et peut ne pas être conforme aux exigences en matière de réglementation.

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

2.1 Base d'établissement

Les présents états financiers ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« *International Financial Reporting Standards* » ou les « IFRS ») telles qu'elles sont publiées par l'*International Accounting Standards Board* (« IASB »). Exception faite de l'adoption anticipée de la norme *IFRS 9 – Instruments Financiers* tel que décrit plus en détail à la note 3, les conventions comptables, les méthodes de calcul et de présentation appliquées dans les présents états financiers sont conformes aux conventions et aux méthodes utilisées au cours de l'exercice financier précédent. Les états financiers ont été approuvés et autorisés pour publication par le conseil d'administration le 7 décembre 2017.

2.2 Base d'évaluation

Ces états financiers ont été préparés selon la base du coût historique à l'exception de certains actifs à la juste valeur.

2.3 Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les états financiers sont présentés en dollars canadiens, qui est la monnaie fonctionnelle de la Société.

2.4 Actifs et activités d'exploration contrôlés conjointement

Un actif contrôlé conjointement implique le contrôle conjoint et permet la possession conjointe par la Société et d'autres entrepreneurs d'actifs apportés ou acquis aux fins de la coentreprise, sans la création d'une société, d'une association ou d'une autre entité.

Lorsque les activités de la Société sont effectuées par l'entremise d'actifs et d'activités d'exploration contrôlés conjointement, les états financiers englobent la quote-part des actifs et des passifs, de même que des produits et des charges de la Société dans les activités.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2017 et 2016

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

2.5 Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier.

a) Actifs financiers

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie liés à l'actif financier sont expirés, ou lorsque l'actif financier et tous les risques et avantages importants ont été transférés. Un passif financier est décomptabilisé en cas d'extinction, de résiliation, d'annulation ou d'expiration.

Les actifs financiers sont initialement évalués à la juste valeur. Si l'actif financier n'est pas ultérieurement comptabilisé à la juste valeur par le biais du résultat net, alors l'évaluation initiale inclut les frais de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou la génération de l'actif. Lors de la comptabilisation initiale, la Société classe ses instruments financiers dans les catégories suivantes, selon les fins pour lesquelles les instruments ont été acquis.

Applicable à compter du 1 octobre 2016

Actions cotées évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net :

Les actions cotées évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net sont des placements en titre de capitaux propres initialement comptabilisés à la juste valeur et ultérieurement évaluées à la juste valeur. Les gains et les pertes découlant des variations de la juste valeur sont comptabilisés à l'état du résultat global. Les dividendes sur ces investissements sont comptabilisés à l'état du résultat global.

Au coût amorti :

Les actifs financiers au coût amorti sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui se composent exclusivement de paiements de capital et d'intérêt détenus dans le cadre d'un modèle d'affaires dont le but est de percevoir ces montants. Les actifs financiers au coût amorti sont initialement comptabilisés au montant qu'il est prévu de recevoir moins, lorsqu'elle est significative, une décote pour les ramener à la juste valeur. Ultérieurement, les actifs financiers au coût amorti sont évalués en utilisant la méthode du taux d'intérêt en vigueur, diminué d'une provision pour les pertes anticipées. La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements et les comptes débiteurs sont classés dans cette catégorie.

Applicable jusqu'au 30 septembre 2016

Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiement fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Les prêts et créances sont initialement comptabilisés au montant que la Société s'attend à recevoir moins, lorsqu'elle est significative, une décote pour ramener ce montant à la juste valeur. Ultérieurement, ils sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, moins une provision pour perte de valeur.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2017 et 2016

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

b) Passifs financiers

Applicable pour toutes les périodes présentées

Passifs financiers évalués au coût amorti

Les comptes créditeurs et charges à payer et avances reçues pour travaux d'exploration sont initialement comptabilisés au montant devant être payé moins, lorsqu'elle est significative, une décote pour ramener ce montant à la juste valeur. Ultérieurement, ils sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

c) Dépréciation d'actifs financiers

Applicable à compter du 1 octobre 2016

Au coût amorti :

La perte attendue représente l'écart entre le coût amorti de l'actif financier et la valeur actuelle des futurs flux de trésorerie anticipés, actualisés au taux d'intérêt effectif initial de l'instrument. La valeur comptable de l'actif est réduite de ce montant soit directement, soit indirectement par le biais d'un compte de correction de valeur. Les provisions pour les pertes anticipées sont ajustées à la hausse ou à la baisse lors des périodes ultérieures si le montant de la perte anticipée augmente ou diminue.

Applicable jusqu'au 30 septembre 2016

Dépréciation d'actifs financiers

Tous les actifs financiers font l'objet d'un test de dépréciation périodiquement. Les actifs financiers sont dépréciés seulement lorsqu'il existe des indications objectives qu'un actif financier ou un groupe d'actifs financiers a subi une perte de valeur.

Une indication objective de dépréciation pourrait inclure :

- des difficultés financières importantes de la part de l'émetteur ou du débiteur;
- une rupture de contrat telle qu'un défaut de paiement des intérêts ou du principal;
- la probabilité croissante de faillite ou autre restructuration financière de l'emprunteur.

Les comptes débiteurs individuellement significatifs sont soumis à un test de dépréciation lorsqu'ils sont en souffrance ou qu'il existe des indications objectives qu'une contrepartie en particulier ne respectera pas ses obligations.

2.6 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprend l'encaisse, les soldes en banque et des placements liquides à court terme dont l'échéance originale est d'au plus trois mois ou encaissable en tout temps sans pénalités.

2.7 Crédits d'impôt et droits miniers à recevoir

La Société a droit à des crédits d'impôt remboursable sur les frais admissibles engagés et à des crédits de droits remboursables sur les pertes selon la Loi concernant les droits sur les mines. Ces crédits sont imputés en réduction des frais d'exploration et d'évaluation engagés. Étant donné que la Société a l'intention de réaliser la valeur de ses actifs et de ses dettes à travers la vente de ses actifs d'exploration et d'évaluation, l'impôt différé a été calculé en conséquence.

2.8 Actifs d'exploration et d'évaluation

Les actifs d'exploration et d'évaluation (« E&E ») sont constitués de propriétés d'exploration et de frais d'E&E. Les coûts engagés avant l'acquisition des servitudes légales d'activités d'E&E sont comptabilisés aux résultats au moment où ils sont engagés.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2017 et 2016

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les actifs d'E&E comprennent les droits dans des propriétés d'exploration, payés ou acquis par un regroupement d'entreprises ou une acquisition d'actifs, ainsi que les coûts liés à la recherche de dépôts minéralisés ayant un potentiel économique ou pour obtenir plus d'information sur les dépôts minéralisés existants.

Les droits miniers sont comptabilisés au coût d'acquisition moins les dévaluations accumulées. Les droits miniers et les options pour acquérir des participations indivises dans des droits miniers sont amortis uniquement lorsque ces propriétés sont mises en production.

Les frais d'E&E pour chaque zone d'intérêt sont capitalisés (nets des frais d'E&E rechargés aux partenaires) et comprennent les coûts associés à la prospection, à l'échantillonnage, à l'excavation de tranchées, au forage et à d'autres travaux nécessaires dans la recherche de minerai comme les études topographiques, géologiques, géochimiques et géophysiques.

Les frais d'E&E reflètent les coûts liés à l'établissement de la viabilité technique et commerciale de l'extraction d'une ressource minérale identifiée par l'exploration ou acquis par un regroupement d'entreprises ou par une acquisition d'actifs. Les frais d'E&E incluent le coût pour :

- ♦ établir le volume et la qualité des dépôts par des activités de forage de carottes, d'excavation de tranchées et d'échantillonnage dans un gisement de minerai;
- ♦ déterminer les méthodes optimales d'extraction et les procédés métallurgiques et de traitement;
- ♦ les études relatives à l'arpentage, au transport et aux besoins d'infrastructures;
- ♦ les activités relatives aux permis; et
- ♦ les évaluations économiques afin de déterminer si le développement de la matière minéralisée est commercialement justifié, y compris des études sur la portée, la préfaisabilité et la faisabilité finale.

Les frais d'E&E comprennent les frais généraux directement attribuables aux activités associées.

Les flux de trésorerie attribuables aux frais d'E&E capitalisés sont classés dans les activités d'investissement dans le tableau des flux de trésorerie.

De temps à autre, la Société peut acquérir ou vendre une propriété conformément aux modalités d'une entente d'option. Compte tenu du fait que les options sont exercées entièrement à la discrétion du détenteur de l'option, les montants à payer ou à recevoir ne sont pas comptabilisés. Les paiements d'option sont comptabilisés lorsque versés ou reçus. Le produit de la cession d'actifs d'E&E est appliqué par propriété contre les propriétés d'exploration, puis contre les frais d'E&E et tout résiduel est présenté à l'état du résultat global à moins que des travaux soient contractuellement requis, auquel cas le gain résiduel est différé et réduit des déboursés contractuels lorsqu'ils seront effectués.

Les fonds reçus de partenaires sur certaines propriétés où la Société est l'opérateur, afin d'y effectuer des travaux d'exploration tel que stipulé dans les ententes, sont comptabilisés à l'état de la situation financière comme avances reçues pour travaux d'exploration à venir. Ces avances sont réduites au fur et à mesure que les travaux d'exploration sont effectués. Les frais de gestion reçus lorsque la Société est l'opérateur sont enregistrés à l'état du résultat global lorsque les frais d'E&E sont rechargés au partenaire. Lorsque le partenaire est l'opérateur, les frais de gestion sont comptabilisés à l'état de la situation financière dans les frais d'E&E.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2017 et 2016

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

2.9 Contrats de location simple

Les contrats de location pour lesquels une portion importante des risques et des avantages est conservée par le bailleur sont traités comme des contrats de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location. Les frais connexes, comme ceux se rapportant à la maintenance et à l'assurance, sont comptabilisés en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés.

2.10 Dévaluation des actifs non financiers

Les actifs d'E&E sont révisés, par zone d'intérêt, pour dévaluation s'il existe des indications à l'effet que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Si de telles indications sont présentes, le montant recouvrable de l'actif est estimé afin de déterminer si une dévaluation existe. Lorsque l'actif ne génère pas de flux de trésorerie qui sont indépendants des autres actifs, la Société estime le montant recouvrable du groupe d'actifs (« CGU ») auquel l'actif en question appartient.

Le montant recouvrable d'un actif correspond au montant le plus élevé entre la juste valeur moins le coût de vente et la valeur d'utilisation. Pour évaluer la valeur d'utilisation, les futurs flux de trésorerie estimatifs sont escomptés à leur valeur actualisée en utilisant un taux d'actualisation avant impôt qui reflète l'évaluation actuelle du marché de la valeur temporelle monétaire et les risques spécifiques à l'actif pour lequel les futurs flux de trésorerie estimatifs n'ont pas été ajustés.

Si le montant recouvrable estimatif d'un actif (« CGU ») ou d'un groupe d'actifs est inférieur à sa valeur comptable, alors la valeur comptable est réduite au montant recouvrable. Une dévaluation est immédiatement constatée à l'état du résultat global. Lorsqu'une dévaluation se résorbe par la suite, la valeur comptable est augmentée au montant recouvrable révisé estimatif, mais uniquement dans la mesure où il ne dépasse pas la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune dévaluation n'avait d'abord été constatée. Un renversement est constaté en réduction de la charge de dépréciation pour la période.

2.11 Impôt sur le bénéfice

Les impôts sur les résultats ou la perte pour les périodes présentées comprennent les impôts exigibles et les impôts différés. L'impôt est constaté sur le résultat ou la perte sauf dans la mesure où il est lié à des éléments constatés directement dans les capitaux propres, auquel cas il est constaté dans les capitaux propres.

La charge d'impôts exigibles correspond au montant d'impôts payables prévu sur les bénéfices imposables pour l'exercice, en utilisant les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur à la fin de la période, ajusté pour les modifications aux impôts payables à l'égard des exercices précédents. La direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations de revenus en ce qui a trait aux situations où la réglementation fiscale applicable est sujette à interprétation. Elle établit des provisions lorsqu'approprié en se fondant sur les montants qu'elle s'attend devoir payer aux autorités fiscales.

Les impôts différés sont comptabilisés à l'aide de la méthode du passif au bilan, en tenant compte des écarts temporaires entre la valeur fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable dans les états financiers. Les écarts temporaires ne sont pas considérés, s'ils découlent de la constatation initiale d'un écart d'acquisition ou de la constatation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction autre qu'un regroupement d'entreprises qui au moment de la transaction n'affecte ni le profit ou la perte comptable ni fiscale. Le montant des impôts différés considéré reflète la façon de recouvrer ou régler la valeur comptable anticipée des actifs et des passifs, en utilisant les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date de présentation de la situation financière.

Un actif d'impôts différés est constaté uniquement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible de façon à ce que l'actif puisse être utilisé.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2017 et 2016

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les actifs et les passifs d'impôts différés sont présentés comme non exigibles et sont compensés lorsqu'un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs d'impôts exigibles contre les passifs d'impôts exigibles existe et lorsque les actifs et les passifs d'impôts différés ont trait à des impôts perçus par la même autorité fiscale, soit à l'égard de la même entité taxable ou de différentes entités taxables lorsqu'il y a intention d'acquitter le montant net des soldes.

2.12 Capitaux propres

Le capital social représente le montant reçu à l'émission des actions. Les bons de souscription représentent l'allocation du montant reçu à l'émission d'unités ainsi que la charge comptabilisée pour les bons de souscription courtier liés à des financements.

Le surplus d'apport inclut les charges reliées aux options sur actions jusqu'à l'exercice de ces options et les bons de souscription expirés et non exercés. Le déficit comprend l'ensemble des profits et pertes non distribués de la période en cours et des périodes antérieures et les frais d'émission d'actions.

Le produit d'un placement d'unités est réparti entre les actions et les bons de souscription au prorata de leur valeur établie à l'aide de la méthode d'évaluation Black-Scholes.

2.13 Titres accréditifs

La Société finance certains frais d'E&E au moyen de l'émission d'actions accréditives. Les déductions fiscales de dépenses relatives aux ressources sont renoncées en faveur des investisseurs conformément à la législation fiscale qui s'applique. L'écart entre le montant constaté en actions ordinaires et le montant payé par les investisseurs pour les actions (la « prime ») mesuré au moyen de la méthode résiduelle est constaté à titre de prime liée aux actions accréditives, laquelle est renversée dans le résultat comme recouvrement d'impôt différé lorsque les dépenses admissibles sont encourues. La Société constate un passif d'impôt différé pour les actions accréditives et une charge d'impôt différé au moment où les frais admissibles sont engagés.

2.14 Frais relatifs à l'émission d'actions et de bons de souscription

Les frais relatifs à l'émission d'actions et de bons de souscription sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ils sont engagés en déduction des capitaux propres dans le déficit dans l'exercice au cours duquel les actions sont émises.

2.15 Rémunération à base d'actions

La Société gère un régime de rémunération fondé sur des actions et réglé en instruments de capitaux propres à l'intention des administrateurs, employés et consultants qui y sont admissibles. Le plan de la Société ne comporte pas d'option de règlement en espèces.

Un individu est considéré comme un employé lorsqu'il est un employé au sens juridique ou fiscal (employé direct) ou s'il offre des services similaires à ceux fournis par un employé direct, incluant les administrateurs de la Société. La charge est constatée sur la durée d'acquisition des droits pour les employés et sur la durée prévue au contrat des services rendus pour les non-employés.

Tous les biens et les services reçus en contrepartie de l'octroi d'un paiement fondé sur des actions sont évalués à leur juste valeur, à moins que la juste valeur des services reçus ne puisse être mesurée de façon fiable. Lorsqu'un membre du personnel est rémunéré au moyen de paiements fondés sur des actions, la juste valeur des services reçus par ce membre du personnel est déterminée indirectement par référence à la juste valeur des instruments de capitaux propres attribués. Cette juste valeur est évaluée à la date de l'octroi à l'aide du modèle d'évaluation des options de Black-Scholes et exclut l'incidence des conditions d'acquisition non liées au marché.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2017 et 2016

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

La rémunération fondée sur des actions est ultimement comptabilisée en charges à l'état du résultat global ou capitalisée dans les frais d'E&E à l'état de la situation financière (sauf pour les bons de souscription courtier) selon la nature du paiement et la contrepartie est portée au crédit des surplus d'apport. Les bons de souscription courtier liés à des financements, sont comptabilisés comme frais d'émission d'actions en déduction des capitaux propres dans le déficit avec un crédit correspondant aux bons de souscription.

Dans les cas où des périodes ou des conditions d'acquisition de droits s'appliquent, la charge est répartie sur la période d'acquisition en fonction de la meilleure estimation disponible du nombre d'options sur actions dont l'acquisition est attendue.

Les conditions d'acquisition non liées au marché font partie des hypothèses portant sur le nombre d'options qui, selon les attentes, deviendront exerçables. Les estimations sont ensuite révisées lorsqu'il y a des indications à l'effet que le nombre d'options sur actions dont l'acquisition est attendue diffère des estimations précédentes.

Au moment de l'exercice d'une option sur actions, les produits reçus moins les coûts de transaction directement attribuables sont portés au capital social. Les charges accumulées liées aux options sur actions comptabilisées au surplus d'apport sont transférées au capital social.

2.16 Résultat par action

Le résultat par action est calculé en utilisant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le résultat dilué par action est calculé en utilisant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice en considérant l'effet de dilution des bons de souscription et des options d'achat d'actions à moins qu'elles aient un effet anti-dilutif.

2.17 Constatation des produits

Les honoraires de gestion de projets reçus lorsque la Société est l'opérateur sont constatés à l'état du résultat global au fur et à mesure que les travaux d'exploration rechargés aux partenaires sont encourus.

2.18 Information sectorielle

La Société est présentement active dans un seul secteur soit l'acquisition, l'exploration et l'évaluation de propriétés d'exploration. Toutes les activités de la Société se déroulent au Canada.

3. NORMES COMPTABLES PUBLIÉES, MAIS NON ENCORE EN VIGUEUR

Les normes, les amendements et les interprétations publiés les plus pertinents en date de la publication de ces états financiers sont énumérés ci-dessous.

3.1 Conventions comptables durant la présente année fiscale

La Société a adopté les nouvelles normes et normes révisées qui suivent, ainsi que tous les amendements importants s'y rapportant, en date du 1 octobre 2016. Ces changements ont été apportés conformément aux dispositions transitoires applicables.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2017 et 2016

3. NORMES COMPTABLES PUBLIÉES, MAIS NON ENCORE EN VIGUEUR (SUITE)

a) IFRS 9, Instruments financiers (« IFRS 9 »)

La Société a décidé d'adopter de façon anticipée les exigences de la norme *IFRS 9 – Instruments financiers*, avec une date d'application initiale fixée au 1 octobre 2016. Cette norme remplace les directives d'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation* (« IAS 39 »). La norme IFRS 9 élimine les catégories d'instruments financiers « disponibles à la vente » et « détenus jusqu'à leur échéance » ainsi que l'exigence de présenter séparément les dérivés intégrés relatifs aux actifs financiers hybrides. Cette norme intègre un nouveau modèle pour la comptabilisation de couverture qui élargit la portée des éléments couverts admissibles à la comptabilité de couverture et lie plus étroitement la comptabilité de couverture à la gestion des risques. Cette norme modifie également le modèle de dépréciation en introduisant un nouveau modèle de « pertes de crédits anticipés » pour le calcul de la dépréciation. Cette nouvelle norme exige aussi de plus amples renseignements à propos de la stratégie de gestion des risques de l'entité, des flux de trésorerie liés aux activités de couvertures, et de l'impact de la comptabilité de couverture sur les états financiers.

IFRS 9 utilise une seule approche pour déterminer si un actif est évalué au coût amorti ou à la juste valeur, remplaçant ainsi les multiples règles énoncées dans IAS 30. L'approche préconisée dans IFRS 9 est basée sur la façon dont l'entité gère ses instruments financiers et sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers. La plupart des exigences d'IAS 39 se rapportant à la classification et à l'évaluation des passifs financiers ainsi que la décomptabilisation des actifs financiers ont été conservés dans IFRS 9.

Le tableau qui suit résume les changements apportés au niveau de la classification et de l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers de la Société découlant de l'adoption de la norme IFRS 9.

	IAS 39	IFRS 9
Actifs financiers		
Trésorerie et équivalent de trésorerie	Prêts et créances	Au coût amorti
Placements	Prêts et créances	Au coût amorti
Comptes débiteurs	Prêts et créances	Au coût amorti
Actions cotées	n/a (nouvel actif depuis septembre 2017)	À la juste valeur par le biais du résultat net
Passifs financiers		
Comptes créditeurs et charges à payer	Passifs financiers évalués au coût amorti	Au coût amorti
Avances reçues pour travaux d'exploration	Passifs financiers évalués au coût amorti	Au coût amorti

La comptabilité de ces instruments et les rubriques où ils sont inclus dans les états de la situation financières ne sont pas affectés par l'adoption d'IFRS 9.

Conformément aux dispositions transitoires d'IFRS 9, les actifs et les passifs financiers détenus au 1 octobre 2016 ont été reclassés de façon rétrospective sans redressement aux périodes antérieures, basé sur les nouvelles exigences de classification en considérant le modèle d'affaires en vertu duquel il est détenu au 1 octobre 2016 et les flux de trésorerie caractéristiques des actifs financiers à la date de la constatation initiale.

Il n'y a eu aucun ajustement de mesure aux soldes d'ouverture au 1 octobre 2016.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2017 et 2016

3. NORMES COMPTABLES PUBLIÉES, MAIS NON ENCORE EN VIGUEUR (SUITE)

3.2 Normes comptables émises, mais non encore en vigueur

b) IFRS 16 Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16. IFRS 16 énonce les principes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information relatifs aux contrats de location, applicables aux deux parties au contrat, soit le client (le « preneur ») et le fournisseur (le « bailleur »). IFRS 16 remplace IAS 17, Contrats de location (« IAS 17 ») et les interprétations connexes. À l'exception des contrats de location à court terme et les contrats de location à faible valeur, tous les contrats de location confèrent au preneur le droit d'utiliser un actif au commencement du contrat de location et, lorsque des paiements au titre de la location sont échelonnés, d'obtenir du financement. Par conséquent, IFRS 16 éliminera le classement dans la catégorie des contrats de location simple ou dans celle des contrats de location-financement, comme le prescrit IAS 17, par l'instauration d'un unique modèle de comptabilisation pour le preneur. Selon ce modèle, le preneur devra comptabiliser les éléments suivants :

- les actifs et passifs de tous les contrats de location ayant une échéance de plus de 12 mois, sauf si l'actif sous-jacent a peu de valeur ; et
- l'amortissement des actifs loués séparément de la charge d'intérêts sur l'obligation locative dans l'état des résultats et du résultat global.

La nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019, l'adoption anticipée étant permise si IFRS 15 produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients est aussi appliquée. La direction n'a pas encore évalué l'incidence que cette nouvelle norme aura sur ses états financiers consolidés.

4. ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES CRITIQUES

Lorsqu'elle prépare les états financiers, la direction pose un certain nombre de jugements, d'estimations et d'hypothèses quant à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels peuvent différer des jugements, des estimations et des hypothèses posés par la direction et ils seront rarement identiques aux résultats estimés. L'information sur les jugements significatifs qui ont la plus grande incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée ci-après.

JUGEMENTS

4.1 Dépréciation des actifs d'E&E

L'évaluation des faits et circonstances démontrant l'existence d'un quelconque indice qu'un actif a pu se déprécier ou a pu reprendre de la valeur est un processus subjectif qui implique du jugement et souvent un certain nombre d'estimations et d'interprétations.

Pour les actifs d'E&E, la direction doit notamment porter un jugement sur les éléments suivants afin de déterminer s'il y a lieu ou non de procéder à un test de dépréciation : la période pendant laquelle la Société a le droit d'explorer dans la zone spécifique a expiré pendant cette période ou expirera dans un proche avenir et il n'est pas prévu qu'il soit renouvelé; d'importantes dépenses d'E&E ultérieures de ressources minérales dans la zone spécifique ne sont ni prévues au budget, ni programmées; l'E&E de ressources minérales dans la zone spécifique n'ont pas mené à la découverte de quantités de ressources minérales commercialement viables et la Société a décidé de cesser de telles activités dans la zone spécifique; ou encore, des données suffisantes existent pour indiquer que, bien qu'il soit probable qu'un développement dans la zone spécifique se poursuivra, la valeur comptable de l'actif d'E&E ne sera probablement pas récupérée dans sa totalité à la suite du développement réussi ou de la vente.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2017 et 2016

4. ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES CRITIQUES (SUITE)

S'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier ou reprendre de la valeur, la valeur recouvrable de l'actif pris individuellement doit être estimée. S'il n'est pas possible d'en estimer la valeur recouvrable, la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient doit être déterminée. L'identification des unités génératrices de trésorerie est une étape qui nécessite une part considérable de jugement de la part de la direction. Le test de dépréciation d'un actif individuel ou d'une unité génératrice de trésorerie, aussi bien que l'identification d'une reprise de perte de valeur, requiert que la direction estime la valeur recouvrable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie. Pour ce faire, la direction a recours à plusieurs hypothèses qui se rapportent à des événements et des circonstances futurs.

Ces hypothèses et estimations devront être modifiées si de nouvelles informations s'avèrent disponibles. Dans un tel cas, les résultats réels en matière des dépréciations ou des reprises de perte de valeur pourraient être différents et nécessiter des ajustements significatifs aux actifs et aux résultats de la Société au cours du prochain exercice.

La perte de valeur totale des actifs d'E&E s'élève à 232 075 \$ pour l'exercice terminé le 30 septembre 2017 (« Exercice 17 ») (82 174 \$ pour l'exercice terminé le 30 septembre 2016 (« Exercice 16 »)). Aucune reprise de perte de valeur n'a été comptabilisée pour les périodes considérées.

4.2 Impôt différé

L'évaluation de la probabilité d'un bénéfice imposable futur implique le jugement. Un actif d'impôt différé est comptabilisé dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables seront disponibles en réduction desquels des écarts temporaires déductibles ainsi que le report des crédits d'impôt non utilisés et les pertes d'impôt non utilisées pourront être imputés. La détermination de l'objectif de réalisation ou règlement des actifs et des passifs de la Société, qui devrait être par la vente des actifs de la Société implique également le jugement.

4.3 Évaluation du crédit de droits remboursable pour perte et du crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources

Les crédits de droits miniers remboursables et les crédits d'impôt remboursables relatifs aux ressources pour les périodes courantes et antérieures sont évalués au montant qu'il est prévu de recevoir des autorités fiscales en utilisant les taux d'imposition et la législation en matière de fiscalité qui sont en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date de l'état de la situation financière. Des incertitudes existent en ce qui a trait à l'interprétation de la réglementation fiscale, y compris les crédits de droits miniers et les crédits d'impôt relatifs aux ressources, de telle sorte que certaines dépenses pourraient être refusées par les autorités fiscales dans le calcul des crédits, ainsi que sur le montant et le moment du remboursement. Le calcul des crédits de droits miniers et des crédits d'impôt relatifs aux ressources réclamés par la Société implique nécessairement un certain degré d'estimation et de jugement en ce qui a trait à certains éléments dont le traitement fiscal ne peut être déterminé avec certitude jusqu'à ce qu'un avis de cotisation et qu'un paiement aient été reçus des autorités fiscales dont ils relèvent.

Des écarts survenant entre le résultat réel suivant la résolution finale de certains de ces éléments et les hypothèses retenues, ou de futurs changements à ces hypothèses, pourraient nécessiter des ajustements aux crédits de droits miniers et aux crédits d'impôt relatifs aux ressources, aux actifs et aux dépenses d'exploration et d'évaluation, et aux charges d'impôt sur le revenu lors d'exercices futurs.

Les montants comptabilisés dans les états financiers sont basés sur les meilleures estimations et le jugement de la Société tel que décrit ci-dessus. Toutefois, l'incertitude inhérente quant à l'issue finale de ces éléments signifie que la résolution éventuelle pourrait différer des estimations comptables et ainsi avoir une incidence sur la situation financière de la Société, son rendement financier et ses flux de trésorerie.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2017 et 2016

5. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	Au 30 septembre	
	2017	2016
	\$	\$
Encaisse	328 896	467 414
Certificats de placement garanti portant un taux d'intérêt entre 0,80 % et 1,15 %, échéants entre le 5 décembre 2017 et le 6 juin 2018	4 300 000	-
Certificat de placement garanti portant un taux d'intérêt de 1,41 %, échéant entre le 5 juin 2017	-	1 000 000
	4 628 896	1 467 414

Tous les travaux d'exploration imposés par les financements accréditifs de novembre 2015 ont été réalisés avant le 30 septembre 2016. De même, tous les travaux d'exploration imposés par les financements accréditifs de novembre 2016 et de mars 2017 ont été réalisés avant le 30 septembre 30 septembre 2017.

6. PLACEMENTS

	Au 30 septembre	
	2017	2016
	\$	\$
<i>Courants</i>		
Certificats de placement garantis non encaissables avant l'échéance, intérêt payable annuellement entre 1,40 % et 1,95 %, échéants entre le 30 novembre 2017 et le 23 juillet 2018, ayant une valeur à l'échéance de 6 605 807 \$	6 503 910	-
Certificats de placement garantis non encaissables avant l'échéance, intérêt payable annuellement entre 1,40 % et 1,95 %, échéants entre le 8 décembre 2016 et le 17 juillet 2017, ayant une valeur à l'échéance de 8 867 188 \$	-	8 729 000
<i>Non courants</i>		
Certificats de placement garantis non encaissables avant l'échéance, intérêt payable annuellement entre 1,45 % et 1,95 %, échéants entre le 16 juillet 2018 et le 23 juillet 2018, ayant une valeur à l'échéance de 3 130 844 \$	-	3 078 910
	6 503 910	11 807 910

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2017 et 2016

7. ACTIFS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION

Les deux tableaux suivants présentent les coûts d'acquisition des propriétés d'exploration :

Coûts d'acquisition	Participation indivise	Au 30 sept. 2016	Additions nettes	Paiements sur option	Dépréciation	Au 30 sept. 2017
	%	\$	\$	\$	\$	\$
Abitibi						
Maritime-Cadillac	49	290 515	323	-	-	290 838
Laflamme	72,6	97 400	31 793	-	(6 846) ¹⁾	122 347
Patris	100	87 072	-	-	-	87 072
Casault	50	17 538	9 457	-	-	26 995
Jouvex	50	44 998	8 141	-	(7 707) ¹⁾	45 432
Heva	100	106 009	1 897	(50 000)	-	57 906
Valmond	100	7 259	5 328	-	(1 831) ¹⁾	10 756
La Peltrie	100	103 593	28 008	(30 000)	-	101 601
Adam	100	11 975	4 855	-	-	16 830
Samson	100	17 406	2 760	-	-	20 166
Abitibi Au	100	149 902	(11 233)	-	-	138 669
Grenville-Appalaches						
Weedon	100	30 016	13 778	-	(7 091) ¹⁾	36 703
Gatineau	100	8 349	27 561	-	(3 808) ¹⁾	32 102
Baie-James						
Baie-James Au	100	178 881	32 014	-	(12 002) ¹⁾	198 893
Éléonore	100	105 232	36 449	-	-	141 681
JV Éléonore	50	96 217	755	-	-	96 972
JV BJ Altius	50	-	56 095	-	-	56 095
Nord du Québec						
Pallas EGP	100	72 443	38 508	-	(5 923) ¹⁾	105 028
Willbob	100	55 842	201 188	-	-	257 030
Québec / Labrador						
Ytterby	50.6	2 042	-	-	(2 042) ²⁾	-
Génération de projets	100	23 429	31 048	-	(1 242) ¹⁾	53 235
		1 506 118	518 725	(80 000)	(48 492)	1 896 351

1) La Société a abandonné certains claims et elle a procédé à une dépréciation partielle

2) La Société a radié cette propriété, car aucun programme d'exploration n'est prévu dans un avenir rapproché et/ou elle a abandonné tous les claims.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2017 et 2016

7. ACTIFS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION (SUITE)

Coûts d'acquisition	Participation indivise	Au 30 sept. 2015	Additions nettes	Paiements sur option	Dépréciation	Au 30 sept. 2016
	%	\$	\$	\$	\$	\$
Abitibi						
Maritime-Cadillac	49	290 440	75	-	-	290 515
Laflamme	70	82 195	22 352	-	(7 147) ¹⁾	97 400
Patris	100	87 072	-	-	-	87 072
Casault	100	17 649	(111)	-	-	17 538
Jouvex	100	44 244	754	-	-	44 998
Heva	100	100 502	5 507	-	-	106 009
Valmond	100	3 666	3 593	-	-	7 259
La Peltrie	100	69 999	33 594	-	-	103 593
Adam	100	-	11 975	-	-	11 975
Samson	100	-	17 406	-	-	17 406
Abitibi Au	100	69 230	117 892	-	(37 220) ¹⁾	149 902
Grenville-Appalaches						
Weedon	100	31 993	5 779	-	(7 756) ¹⁾	30 016
Gatineau	100	13 155	2 538	-	(7 344) ¹⁾	8 349
Baie-James						
Baie-James Au	100	164 821	19 673	-	(5 613) ¹⁾	178 881
Éléonore	100	102 512	12 652	-	(9 932) ¹⁾	105 232
JV Éléonore	50	-	96 217	-	-	96 217
Nord du Québec						
Pallas EGP	50	61 301	11 142	-	-	72 443
Willbob	100	34 552	21 290	-	-	55 842
Québec / Labrador						
Ytterby	50.6	7 791	1 413	-	(7 162) ¹⁾	2 042
Génération de projets	100	19 462	3 967	-	-	23 429
		1 200 584	387 708	-	(82 174)	1 506 118

1) La Société a abandonné certains claims et elle a procédé à une dépréciation partielle.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2017 et 2016

7. ACTIFS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION (SUITE)

Les deux tableaux suivants présentent les frais d'exploration et d'évaluation :

Frais d'E&E	Participa- tion indivise	Au 30 sept. 2016	Additions nettes	Paiements sur option	Crédits d'impôt	Dépré- ciation	Au 30 sept. 2017
	%	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Abitibi							
Maritime-Cadillac	49	236 090	56 235	-	(54)	-	292 271
Laflamme	72,6	1 893 853	332 006	-	(23 795)	-	2 202 064
Patris	100	221 646	198	-	-	-	221 844
Casault	50	352 708	691 965	-	(80 708)	-	963 965
Jouvex	50	351 966	62 420	-	(1 553)	-	412 833
Heva	100	157 076	114 219	-	(9 310)	-	261 985
Valmond	100	120 742	3 572	-	-	-	124 314
Samson	100	78 203	6 230	-	(1 022)	-	83 411
La Peltrie	100	628 505	425 573	-	(10 473)	-	1 067 584
Adam	100	42 841	95 781	-	(7 467)	-	131 155
Abitibi Au	100	173 644	30 687	-	(861)	-	203 470
Grenville- Appalaches							
Weedon	100	523 230	105 245	-	(1 578)	-	626 897
Gatineau	100	29 024	14 981	-	-	-	44 005
Baie-James							
Baie-James Au	100	261 886	136 659	-	(35 950)	-	362 595
Éléonore	100	1 629 303	130 458	-	(36 242)	-	1 723 519
JV Éléonore	50	124 692	237 687	-	(71 097)	-	291 282
JV BJ Altius	50	-	219 291	-	(56 510)	-	162 781
Nord du Québec							
Pallas EGP	100	369 500	295 012	-	(125 766)	-	538 746
Willbob	100	565 271	2 151 089	-	(589 487)	-	2 126 873
Québec / Labrador							
Ytterby	50.6	183 583	-	-	-	(183 583) ¹⁾	-
Génération de projets	100	74 069	23 436	-	(6 339)	-	91 166
		8 041 811	5 132 744	-	(1 058 212)	(183 583)	11 932 760

1) La Société a radié cette propriété, car aucun programme d'exploration n'est prévu dans un avenir rapproché et/ou elle a abandonné tous les claims.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2017 et 2016

7. ACTIFS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION (SUITE)

Frais d'E&E	Participa- tion indivise	Au 30 sept. 2015	Additions nettes	Paiements sur option	Crédits d'impôt	Dépré- ciation	Au 30 sept. 2016
	%	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Abitibi							
Maritime-Cadillac	49	232 965	5 736	-	(2 611)	-	236 090
Laflamme	70	1 507 229	493 710	-	(107 086)	-	1 893 853
Patris	100	219 143	2 503	-	-	-	221 646
Casault	100	298 888	72 100	-	(18 280)	-	352 708
Jouvex	100	348 457	3 509	-	-	-	351 966
Heva	100	35 133	171 293	-	(49 350)	-	157 076
Valmond	100	120 742	-	-	-	-	120 742
Samson	100	439	88 317	-	(10 553)	-	78 203
La Peltrie	100	118 209	632 046	-	(97 771)	-	628 505
Adam	100	-	47 264	-	(4 423)	-	42 841
Abitibi Au	100	117 841	73 787	-	(17 984)	-	173 644
Grenville- Appalaches							
Weedon	100	484 279	45 231	-	(6 280)	-	523 230
Gatineau	100	28 892	132	-	-	-	29 024
Baie-James							
Baie-James Au	100	248 057	17 260	-	(3 431)	-	261 886
Éléonore	100	1 527 352	154 314	-	(52 363)	-	1 629 303
JV Éléonore	50	-	218 637	-	(93 945)	-	124 692
Nord du Québec							
Pallas EGP	50	269 391	159 839	-	(59 730)	-	369 500
Willbob	100	111 951	775 697	-	(322 377)	-	565 271
Québec / Labrador							
Ytterby	50.6	172 054	11 529	-	-	-	183 583
Génération de projets	100	59 390	17 831	-	(3 152)	-	74 069
		5 900 412	2 990 735	-	(849 336)	-	8 041 811

1) La Société a radié cette propriété, car aucun programme d'exploration n'est prévu dans un avenir rapproché.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2017 et 2016

7. ACTIFS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION (SUITE)

ABITIBI

7.1 Maritime-Cadillac

La Société détient 49 % de la propriété Maritime-Cadillac. La propriété est assujettie à une redevance de 2 % des produits nets d'affinage (« NSR »); la moitié de cette redevance pourra être rachetée sur paiement d'un montant de 1 000 000 \$. En vertu de l'entente signée en juin 2009 et amendée en novembre 2012 et mai 2013, Agnico Eagle Mines Limited (« Agnico Eagle ») et la Société sont en coentreprise sur la propriété Maritime-Cadillac et les travaux futurs sont partagés selon le ratio 51 % Agnico Eagle - 49 % la Société.

7.2 Laflamme Au-Cu

Le 17 août 2009, la Société a signé une entente avec Mines Aurbec Inc. (« Aurbec ») (antérieurement une filiale de North American Palladium Ltd.) qui a été vendue à Minéraux Maudore ltée en mars 2013. Le 31 juillet 2011, Aurbec a gagné sa participation indivise de 50 % dans la propriété Laflamme, mais ne contribue plus aux travaux d'exploration depuis décembre 2012, se faisant ainsi diluer. La Société détient 70,0 % de la propriété Laflamme. Le 17 juin 2016, Mines Abcourt inc. a acquis la propriété dans le cadre de la faillite d'Aurbec.

7.3 Patris

La Société détient la propriété Patris et certains claims sont assujettis aux redevances NSR suivantes :

- 1 % rachetable pour 500 000 \$ par tranche de 0,5 % pour un total de 1 000 000 \$;
- 1,5 % rachetable pour 500 000 \$ par tranche de 0,5 % pour un total de 1 500 000 \$.
- 2 % rachetable pour 1 000 000 \$ par tranche de 1 % pour un total de 2 000 000 \$;
- 2 % rachetable pour 1 000 000 \$ par tranche de 1 % pour un total de 2 000 000 \$;
- 2 % rachetable pour 500 000 \$ pour la première tranche de 1 % et pour 1 000 000 \$ pour la deuxième tranche de 1%, pour un total de 1 500 000 \$.

La Société a signé une entente d'option avec Ressources Teck ltée (« Teck ») le 6 septembre 2013 et l'a amendée les 20 mai 2014 et 30 mai 2016 afin d'accommoder les délais pour obtenir les permis d'exploration. Selon l'entente, Teck a l'option d'acquérir, en trois options, une participation maximale de 65 % dans la propriété Patris en contrepartie des termes suivants :

	Paiements en espèce	Travaux
	\$	\$
Première Option pour une participation initiale de 50 %		
Le ou avant le 31 août 2015 (engagement ferme)(complété)	-	500 000
Le ou avant le 31 août 2017 (complété)	-	800 000
Le ou avant le 31 août 2018	-	1 700 000
	-	3 000 000
Deuxième Option pour une participation additionnelle de 10 %		
Le ou avant le 31 août 2019, des dépenses d'exploration de 500 000 \$ et des paiements de 60 000 \$ pour chaque intérêt additionnel de 2 %	300 000	2 500 000
Troisième Option pour une participation additionnelle de 5 %		
Le ou avant le 31 août 2021, des dépenses d'exploration de 1 000 000 \$ pour chaque intérêt additionnel de 1 %	-	5 000 000
Total pour une participation maximale de 65 %	300 000	10 500 000

Teck sera le gérant des travaux durant la première option.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2017 et 2016

7. ACTIFS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION (SUITE)

7.4 Casault et Jouvex

Le 10 octobre 2014, la Société a signé une entente avec SOQUEM par laquelle SOQUEM a l'option d'acquérir un intérêt indivis de 50 % dans les propriétés Casault et Jouvex. En date du 10 octobre 2016, SOQUEM a complété les engagements de travaux de 4 500 000 \$, a acquis un intérêt indivis de 50 % dans la propriété Casault et Jouvex et est maintenant en coentreprise avec la Société. La Société est l'opérateur.

7.5 Heva

La Société détient la propriété Heva et certains claims sont assujettis à une redevance NSR de 2 % et la moitié de cette redevance pourra être rachetée sur paiement de 1 000 000 \$.

Le 27 avril 2017, la Société a signé une entente d'option avec IAMGOLD Corporation (« IAMGOLD ») selon laquelle IAMGOLD peut acquérir, en trois options, une participation maximale de 65 % dans la propriété Héva en contrepartie des termes suivants :

	Paiements en espèce	Travaux
	\$	\$
Première Option pour une participation initiale de 50 %		
À la signature (complété)	50 000	-
Le ou avant le 30 avril 2018 (250 000 \$ engagement ferme)	70 000	500 000
Le ou avant le 30 avril 2019	80 000	700 000
Le ou avant le 30 avril 2020	120 000	1 200 000
Le ou avant le 31 octobre 2021	180 000	1 600 000
	500 000	4 000 000
Deuxième Option pour une participation additionnelle de 10 %		
Pour 2 ans à partir du moment où la première option est exercée, des dépenses d'exploration de 500 000 \$ pour chaque intérêt additionnel de 1 %	-	5 000 000
Troisième Option pour une participation additionnelle de 5 %		
Pour 2 ans à partir du moment où la deuxième option est exercée, des dépenses d'exploration de 1 000 000 \$ pour chaque intérêt additionnel de 1 %	-	5 000 000
Total pour une participation maximale de 65 %	500 000	14 000 000

IAMGOLD est le gérant des travaux.

7.6 Samson

Le 3 septembre 2014, la Société a signé une entente avec Sphinx par laquelle Sphinx pouvait acquérir une participation de 50 % dans la propriété Samson, sous réserve de 275 000 \$ de paiements en espèces (40 000 \$ complétés) et 3 500 000 \$ travaux d'exploration (555 854 \$ complétés). Le 11 décembre 2015, Sphinx a résilié l'entente sur la propriété Samson.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2017 et 2016

7. ACTIFS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION (SUITE)

7.7 La Peltrie

La Société détient la propriété La Peltrie et certains claims sont assujettis à une redevance de 1 % sur le métal brut.

Le 29 août 2017, la Société a signé une entente d'option avec Les métaux Niobay inc. (« Niobay ») selon laquelle Niobay peut acquérir, en deux options, une participation maximale de 65 % dans la propriété La Peltrie en contrepartie des termes suivants :

	Paielements en espèce	Travaux
	\$	\$
Première Option pour une participation initiale de 50 %		
À la signature (complété, 200 000 actions de Niobay reçues évaluées initialement à 30 000 \$)	30 000	-
Le ou avant le 31 décembre 2017(engagement ferme)	-	500 000
Le ou avant le 31 août 2018	30 000	-
Le ou avant le 31 août 2019	50 000	400 000
Le ou avant le 31 août 2020	70 000	600 000
Le ou avant le 31 août 2021	70 000	1 500 000
	250 000	3 000 000

Suite à l'exercice de cette première option de 50 %, NioBay aura l'option d'augmenter sa participation à 65 % en contrepartie de la production d'une évaluation économique préliminaire avant le 31 août 2023.

7.8 Adam

Le 12 décembre 2014, la Société a signé une entente avec Sphinx par laquelle Sphinx pouvait acquérir une participation de 50 % dans la propriété Adam, sous réserve de 250 000 \$ de paiements en espèces (20 000 \$ complétés) et 3 000 000 \$ travaux d'exploration (174 449 \$ complétés). Le 11 décembre 2015, Sphinx a résilié l'entente sur la propriété Adam.

GRENVILLE-APPALACHES

7.9 Weedon

La Société détient la propriété Weedon et certains claims sont assujettis à une redevance NSR de :

- 1 % rachetable sur paiement de 500 000 \$ par tranche de 0,5 % pour un total de 1 000 000 \$;
- 0,5 % rachetable sur paiement de 500 000 \$;
- 1,5 % sur tous les métaux à l'exception de l'or et l'argent, rachetable sur paiement de 500 000 \$ par tranche de 0.5 % pour un total de 1 500 000 \$.

BAIE-JAMES

7.10 Baie-James Or JV (Au)

Le 13 juin 2016, une entente de coentreprise (50 % - 50 %) a été signée avec Exploration Osisko - Baie James inc. (« Osisko ») permettant ainsi à Osisko et la Société de coopérer et combiner leurs efforts pour explorer la propriété JV Éléonore récemment jalonnée par les deux sociétés. La propriété est située environ 12 kilomètres au sud-est et au nord-ouest du gisement Éléonore de Goldcorp inc. Osisko est l'opérateur.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2017 et 2016

7. ACTIFS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION (SUITE)

7.11 JV BJ Altius (Au)

Le 10 février 2017, la Société a signé une lettre d'entente afin de créer une alliance stratégique avec Altius Mineral Corporation (« Altius »), permettant ainsi à Altius et la Société de combiner leurs efforts pour explorer conjointement le potentiel aurifère du vaste territoire de la Baie-James. La Société est le gérant des travaux d'exploration.

Les projets suivants ont été identifiés comme projets désignés : Elrond, Gondor, Isengard, Minas Tirith, Moria and Shire.

NORD DU QUÉBEC

7.12 Pallas EGP

Le 28 mars 2017, JOGMEC s'est retirée de l'entente d'option signée le 21 janvier 2014 et elle a abandonné son droit d'exercer son option d'acquérir un intérêt de 50 % dans la propriété Pallas EGP.

7.13 Willbob

La Société détient la propriété Willbob et certains claims sont assujettis à une redevance de 2 % NSR.

QUÉBEC / LABRADOR

7.14 Ytterby

Le 23 février 2010, la Société a signé une lettre d'entente (puis une lettre d'entente définitive le 29 juillet 2011) avec JOGMEC par laquelle JOGMEC a gagné le droit à une participation conjointe de 50 % dans la propriété Ytterby, en contrepartie de 2 700 000 \$ de travaux d'exploration. Au 30 septembre 2016, JOGMEC n'avait pas encore donné son avis d'exercer son droit. Au printemps 2015, JOGMEC a indiqué qu'elle ne participerait pas au programme d'exploration et son intérêt a été dilué à 49,4 %. Le 2 décembre 2017, les 31 derniers claims qui constituaient la propriété Ytterby au Québec ont expiré, alors que tous les claims au Labrador ont été abandonnés durant l'exercice 17. La Société a procédé à une radiation complète de la propriété Ytterby pour 185 625 \$ (une dépréciation partielle de 7 162 \$ a été constatée durant l'Exercice 16 et tous les claims au Québec ont été dépréciés antérieurement). Ainsi, en date du 2 décembre 2017, la lettre d'entente signée le 23 février 2010 avec JOGMEC est de facto terminée et JOGMEC a perdu son intérêt de 49,4 %.

8. CAPITAUX PROPRES

Autorisées

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale, avec droit de vote et participatives.

8.1 Placements privés

a) Novembre 2015

Accréditif

Le 20 novembre 2015, la Société a complété un placement privé par l'émission de 835 365 actions accréditives à 0,85 \$ chacune, pour un produit brut total de 710 060 \$. À cette date, le cours de clôture des actions à la Bourse était de 0,62 \$ ainsi la valeur résiduelle attribuée à l'avantage lié à la renonciation des actions accréditives est de 0,23 \$ pour une valeur totale de 192 134 \$ créditée au passif lié à la prime sur les actions accréditives. Dans le cadre du placement privé, la Société a payé des honoraires d'intermédiation de 26 208 \$. Au 30 septembre 2016, la Société a complété tous les travaux d'exploration en vertu de ces placements accréditifs.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2017 et 2016

8. CAPITAUX PROPRES (SUITE)

b) Novembre 2016

Le 17 et 24 novembre 2016, la Société a complété un placement privé par l'émission de 1 284 354 actions accréditives à 1,35 \$ chacune, pour un produit brut total de 1 733 876 \$. À ces dates, le cours de clôture des actions à la Bourse était de 1,15 \$ et 1,14 \$ respectivement, ainsi la valeur résiduelle attribuée à l'avantage lié à la renonciation des actions accréditives est de 0,20 \$ et 0,21 \$ respectivement, pour une valeur totale de 259 290 \$ créditée au passif lié à la prime sur les actions accréditives. Dans le cadre du placement privé, la Société a payé des honoraires d'intermédiation de 60 650 \$. Des administrateurs et dirigeants ont participé dans ces placements pour un montant total de 136 100 \$.

c) Mars 2017

Le 16 mars 2017, la Société a complété un placement privé par l'émission de 614 000 actions accréditives à 1,35 \$ chacune, pour un produit brut total de 828 900 \$. À cette date, le cours de clôture des actions à la Bourse était de 1,15 \$, ainsi la valeur résiduelle attribuée à l'avantage lié à la renonciation des actions accréditives est de 0,20 \$ pour une valeur totale de 122 800 \$ créditée au passif lié à la prime sur les actions accréditives.

8.2 Bons de souscription

Les mouvements dans le nombre de bons de souscription en circulation de la Société se détaillent comme suit:

	Exercice 17		Exercice 16	
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
Solde au début de l'exercice	21 254 213	1 997 093	21 254 213	1 997 093
Exercés	(588 786)	(69 988)	-	-
Expirés	(42 858)	(5 074)	-	-
Solde à la fin de l'exercice	20 622 569	1 922 031	21 254 213	1 997 093

Les bons de souscription en circulation au 30 septembre 2017 sont les suivantes:

Nombre de bons de souscription	Prix de levée \$	Date d'expiration
20 622 569	1,15	3 mai 2018
20 622 569		

8.3 Bons de souscription courtiers

Les mouvements dans le nombre de bons de souscription courtier en circulation de la Société se détaillent comme suit:

	Exercice 17		Exercice 16	
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
Solde au début de l'exercice	-	-	555 000	116 550
Exercés	-	-	(555 000)	(116 550)
Solde à la fin de l'exercice	-	-	-	-

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2017 et 2016

8. CAPITAUX PROPRES (SUITE)

8.4 Politiques et procédures de gestion du capital

Le capital de la Société est constitué des capitaux propres de 25 658 505 \$ au 30 septembre 2017 (23 795 148 \$ au 30 septembre 2016). En matière de gestion du capital, les objectifs de la Société sont de préserver sa capacité de poursuivre son exploitation ainsi que ses programmes d'acquisitions et d'exploration de propriétés minières. Au besoin, la Société lève des fonds dans le marché des capitaux. La Société ne se sert pas d'emprunt à long terme, car elle ne génère pas de revenus d'exploitation. Il n'y a pas de politique de versement de dividendes. La Société n'a aucune exigence en matière de capital à laquelle elle est soumise en vertu de règles extérieures, exigences réglementaires ou contractuelles, à moins qu'elle complète un placement accréditif, dans quel cas, les fonds sont réservés aux travaux d'exploration (et la Société était conforme durant l'année).

9. RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL

9.1 Salaires

	Exercice 17	Exercice 16
	\$	\$
Salaires	1 023 499	892 546
Jetons administrateurs	51 000	34 875
Charges sociales	129 666	73 634
	1 204 165	1 001 055
Moins : salaires et charges sociales capitalisés aux actifs d'E&E	(619 535)	(544 780)
Salaires présentés à l'état du résultat global	584 630	456 275

9.2 Rémunération à base d'actions

	Exercice 17	Exercice 16
	\$	\$
Rémunération à base d'actions	449 517	142 127
Moins : rémunération à base d'actions capitalisée aux actifs d'E&E	(164 088)	(45 176)
Rémunération à base d'actions présentée à l'état du résultat global	285 429	96 951

La Société a un régime d'option d'achat d'actions (le « régime »). Le nombre d'actions ordinaires attribuées est déterminé par le conseil d'administration. Le 10 décembre 2015, le conseil d'administration a approuvé une augmentation du nombre d'actions pouvant être émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions, soit de 4 000 000 à 5 400 000 d'actions. Cette modification au régime a été approuvée par la Bourse. Le prix d'exercice de toute option attribuée dans le cadre du régime sera établi par le conseil d'administration au moment de l'attribution et ne pourra être inférieur au cours de la clôture le jour précédant l'octroi. La durée d'une option ne dépassera pas dix ans à compter de la date d'attribution. Les options sont normalement acquises à raison de 1/6 par 3 mois à partir de la date de l'octroi, à moins qu'il ne soit décidé autrement par le conseil d'administration.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2017 et 2016

9. RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL (SUITE)

Le 11 août 2016, la Société a octroyé à ses administrateurs, dirigeants, employés et consultants 500 000 options d'achat d'actions, au prix de 1,10 \$, valables pendant 10 ans. Ces options ont été octroyées à une valeur égale à celle du marché à la clôture la veille de l'octroi. La juste valeur de ces options d'achat d'actions s'élève à 250 000 \$ soit une juste valeur de 0,50 \$ par option. La juste valeur des options octroyées a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 0,87 %, volatilité prévue de 48 %, aucun dividende par action et durée prévue des options de 6 ans. Cette durée prévue a été estimée en considérant des situations comparables pour des sociétés similaires à la Société. La volatilité prévue est déterminée en calculant la volatilité historique du prix des actions ordinaires de la Société précédant la date d'émission et pour une période correspondant à la durée de vie prévue des options.

Le 23 novembre 2016, la Société a octroyé à un employé 50 000 options d'achat d'actions, au prix de 1,13 \$, valables pendant 10 ans. Ces options ont été octroyées à une valeur égale à celle du marché à la clôture la veille de l'octroi. La juste valeur de ces options d'achat d'actions s'élève à 25 500 \$ soit une juste valeur de 0,51 \$ par option. La juste valeur des options octroyées a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 0,72 %, volatilité prévue de 48 %, aucun dividende par action et durée prévue des options de 6 ans. Cette durée prévue a été estimée en considérant des situations comparables pour des sociétés similaires à la Société. La volatilité prévue est déterminée en calculant la volatilité historique du prix des actions ordinaires de la Société précédant la date d'émission et pour une période correspondant à la durée de vie prévue des options.

Le 21 février 2017, la Société a octroyé à ses administrateurs, dirigeants, employés et consultants 545 000 options d'achat d'actions, au prix de 1,14 \$, valables pendant 10 ans. Ces options ont été octroyées à une valeur égale à celle du marché à la clôture la veille de l'octroi. La juste valeur de ces options d'achat d'actions s'élève à 288 850 \$ soit une juste valeur de 0,53 \$ par option. La juste valeur des options octroyées a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 1,33 %, volatilité prévue de 48 %, aucun dividende par action et durée prévue des options de 6 ans. Cette durée prévue a été estimée en considérant des situations comparables pour des sociétés similaires à la Société. La volatilité prévue est déterminée en calculant la volatilité historique du prix des actions ordinaires de la Société précédant la date d'émission et pour une période correspondant à la durée de vie prévue des options.

Le 10 mai 2017, la Société a octroyé à un administrateur 100 000 options d'achat d'actions, au prix de 1,04 \$, valables pendant 10 ans. Ces options ont été octroyées à une valeur égale à celle du marché à la clôture la veille de l'octroi. La juste valeur de ces options d'achat d'actions s'élève à 48 000 \$ soit une juste valeur de 0,48 \$ par option. La juste valeur des options octroyées a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 1,27 %, volatilité prévue de 48 %, aucun dividende par action et durée prévue des options de 6 ans. Cette durée prévue a été estimée en considérant des situations comparables pour des sociétés similaires à la Société. La volatilité prévue est déterminée en calculant la volatilité historique du prix des actions ordinaires de la Société précédant la date d'émission et pour une période correspondant à la durée de vie prévue des options.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2017 et 2016

9. RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL (SUITE)

Les opérations sur les options d'achat d'actions en circulation se détaillent comme suit:

	Exercice 17		Exercice 16	
	Nombre d'options	Prix moyen pondéré de levée	Nombre d'options	Prix moyen pondéré de levée
		\$		\$
Solde au début de l'exercice	2 495 000	1,10	2 020 000	1,18
Octroyées	695 000	1,13	500 000	1,10
Exercées	-	-	(25 000)	0,60
Solde à la fin de l'exercice	3 190 000	1,10	2 495 000	1,10
Solde à la fin de l'exercice exerçable	2 551 668	1,10	1 836 666	1,14

Les options d'achat d'actions en circulation et exerçables au 30 septembre 2017 sont les suivantes:

Nombre d'options en circulation	Nombre d'options exerçables	Prix de levée	Date d'expiration
		\$	
260 000	260 000	1,76	17 février 2021
315 000	315 000	1,54	16 février 2022
20 000	20 000	1,61	27 février 2022
345 000	345 000	1,25	19 février 2023
605 000	605 000	0,85	20 février 2024
450 000	450 000	0,60	13 août 2025
500 000	333 334	1,10	11 août 2026
50 000	25 000	1,13	23 novembre 2026
545 000	181 667	1,14	21 février 2027
100 000	16 667	1,04	10 mai 2027
3 190 000	2 551 668		

10. PERTE NETTE PAR ACTION

Le calcul du résultat de base par action est effectué à partir du résultat de l'année divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'année. En calculant le résultat dilué par action, les actions ordinaires potentielles, telles que les options et les bons de souscription, n'ont pas été prises en considération, car leur conversion aurait pour effet de diminuer la perte par action et aurait donc un effet anti dilutif. Les informations sur les options et les bons de souscription en circulation ayant un effet potentiellement dilutif sur le résultat par action futur sont présentées aux notes 8 et 9.

	Exercice 17	Exercice 16
	\$	\$
Résultat net	(1 214 056)	(807 158)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	56 669 706	54 001 374
Résultat de base et diluée par action	(0,02)	(0,01)

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2017 et 2016

11. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La dépense d'impôt différé est constituée des éléments suivants :

	Exercice 17	Exercice 16
	\$	\$
Recouvrement d'impôt différé		
Prime sur émission d'actions accréditives	382 090	192 134
Total du recouvrement d'impôt	382 090	192 134

Les différences entre la provision pour impôt figurant sur les états financiers et la provision pour impôt calculée selon le taux d'imposition statutaire combiné canadien se détaillent comme suit :

	Exercice 17	Exercice 16
	\$	\$
Résultat net avant impôts sur les bénéfices	(1 596 146)	(999 292)
Impôts au taux d'imposition de base combiné fédéral et provincial de 26,80 % (26,90 %)	(428 000)	(268 810)
Dépenses non déductibles	84 500	33 247
Incidence fiscale de la renonciation aux déductions de dépenses admissibles en faveur des porteurs d'actions accréditives	679 100	191 006
Amortissement des primes sur les actions accréditives	(382 090)	(192 134)
Différences temporelles non comptabilisées	(330 900)	41 479
Autres éléments	4 700	3 077
Attributs fiscaux expirés	-	-
	(382 090)	(192 135)

La réalisation de bénéfices imposable est dépendante de plusieurs facteurs, incluant la vente de propriétés. Les actifs d'impôts différés sont reconnus seulement dans la mesure où il est probable que suffisamment de bénéfices imposables futurs seront réalisés afin de permettre de récupérer l'actif correspondant. En conséquence, certains actifs d'impôt différés n'ont pas été comptabilisés : ces actifs d'impôts futurs non comptabilisés totalisent 899 500 \$.

Les composantes importantes des actifs et passifs d'impôt différés sont les suivantes :

	Exercice 17	Exercice 16
	\$	\$
Actifs d'impôts différés		
Pertes autres qu'en capital	2 162 000	1 848 000
Dons	25 000	22 000
Frais d'émission d'actions et de bons de souscription	145 000	199 000
Total des actifs d'impôts différés	2 332 000	2 069 000
Passifs d'impôts différés		
Actifs d'E&E	1 432 500	868 000
Total des passifs d'impôts différés	1 432 500	868 000
Actifs d'impôt différés non reconnus	899 500	1 201 000

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2017 et 2016

11. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (SUITE)

Au 30 septembre 2017, les dates d'expiration des pertes disponibles afin de réduire les bénéfices imposables futurs sont les suivantes:

	Fédéral	Provincial
	\$	\$
2026	84 000	69 000
2027	126 000	112 000
2027	177 000	183 000
2028	540 000	514 000
2029	645 000	631 000
2030	726 000	713 000
2031	677 000	663 000
2032	748 000	736 000
2033	906 000	891 000
2034	760 000	749 000
2035	820 000	811 000
2036	1 063 000	1 048 000
2037	1 365 000	1 344 000

12. RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS ET TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

12.1 Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants de la Société sont les membres du conseil d'administration ainsi que le président, le vice-président exploration et la chef des finances. La rémunération des principaux dirigeants comprend les charges suivantes :

	Exercice 17	Exercice 16
	\$	\$
Avantages à court terme		
Salaires incluant les primes et avantages	433 395	359 210
Honoraires	61 118	72 427
Honoraires enregistrés dans les frais d'émission d'actions	8 338	3 263
Salaires incluant les primes et avantages capitalisés dans les frais d'E&E	134 403	129 450
Avantages à long terme		
Rémunération à base d'actions	279 618	96 969
Rémunération à base d'actions capitalisée dans les frais d'E&E	42 370	16 162
Total de la rémunération	959 242	677 481

Le 1^{er} janvier 2015, la Société a conclu des contrats d'emploi amendés avec certains membres de la haute direction, lesquels prévoient, entre autres, une indemnité de départ équivalente à la rémunération de 12 mois à 18 mois de salaire de base dans le cas d'une cessation d'emploi sans motif valable ou d'un changement de contrôle. De plus, le 1^{er} janvier 2015, la Société a conclu un contrat de services consultatifs avec une membre de la haute direction, lequel prévoit, entre autres, une somme forfaitaire équivalente à la rémunération de 18 mois de services consultatifs dans le cas d'une terminaison du contrat sans motif valable ou d'un changement de contrôle.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2017 et 2016

12. RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS ET TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES (SUITE)

12.2 Transactions entre parties liées

En plus des montants divulgués à la note 12.1 sur la rémunération des principaux dirigeants, voici les transactions entre parties liées :

Dans le cours normal des affaires :

- ♦ Une société au sein de laquelle un dirigeant est associé a facturé des honoraires totalisant 76 821 \$ (63 568 \$ durant l'Exercice 16) dont 49 469 \$ (51 089 durant l'Exercice 16) ont été comptabilisés à l'état du résultat global et 27 352 \$ (12 479 \$ durant l'Exercice 16) ont été comptabilisés comme frais d'émission d'actions.
- ♦ Une société contrôlée par un dirigeant a facturé des honoraires totalisant 51 508 \$ (69 620 \$ durant l'Exercice 16) pour son équipe;
- ♦ Au 30 septembre 2017, le montant dû aux parties liées s'élevait à 7 861 \$ (16 300 \$ au 30 septembre 2016).

Hors du cours normal des affaires :

- ♦ Des administrateurs et dirigeants de la Société ont participé au placement privé d'actions accréditives de novembre 2016 (note 8.1 b)) pour 136 100 \$ (novembre 2015 (note 8.1 a)) pour 96 050 \$). Les administrateurs et dirigeants ont souscrit aux placements d'unités et d'actions accréditives avec les mêmes conditions offerts aux autres souscripteurs.

13. CONTRAT DE LOCATION SIMPLE

Les paiements minimaux futurs de location s'établissent comme suit (en prenant pour hypothèse que l'indice du prix à la consommation sera le même que celui du rapport de septembre 2017 pour 12 mois émis par Statistique Canada, soit 1,0 %) :

	Au 30 septembre 2017
	\$
Moins d'un an	18 795
De 1 à 5 ans	114 993
Plus de 5 ans	-
Total	133 788

En février 2016, la Société a renouvelé le bail pour une période de cinq ans, soit de mars 2017 jusqu'en février 2022. Le loyer de la première année est de 31 432 \$ et sera par la suite indexé annuellement selon le plus élevé de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation et 2,5 %. La Société est aussi responsable de sa quote-part proportionnelle de la surtaxe pour immeubles non résidentiels et la taxe d'eau.

Les paiements au titre de la location comptabilisés en charges au cours de l'année financière totalisent 31 062 \$ (25 634 \$ durant l'Exercice 16). Ce montant représente les paiements minimaux au titre de la location.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2017 et 2016

14. INSTRUMENTS ET RISQUES FINANCIERS

La Société est exposée à divers risques financiers qui résultent à la fois de ses opérations et de ses activités d'investissement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Société. La Société ne conclut pas de contrats visant des instruments financiers, incluant des dérivés financiers, à des fins spéculatives. Les principaux risques financiers auxquels la Société est exposée ainsi que la politique en matière de gestion des risques financiers se détaillent comme suit:

14.1 Risques de marché

Risque lié à la juste valeur du taux d'intérêt

Puisque les certificats de placement garantis sont à taux d'intérêt fixe, la Société n'est pas exposée au risque de fluctuation de taux d'intérêt. Les autres actifs et passifs financiers ne portent pas d'intérêt et donc n'exposent pas la Société à des risques liés aux taux d'intérêt.

Risque lié aux actions cotées

Le risque de marché des actions cotées est le risque que la juste valeur d'un instrument financier varie en raison de la conjoncture dans le secteur minier canadien et des fluctuations des marchés boursiers. En ce qui concerne les placements évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, une variation de plus ou moins 20 % des cours du marché au 30 septembre 2017 se solderait par une variation du résultat net estimée à 6 600 \$.

14.2 Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une des parties à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. La Société est assujettie à des risques de crédit par la trésorerie et équivalents de trésorerie, les placements et les comptes débiteurs. La Société réduit le risque de crédit en maintenant une partie de la trésorerie et équivalents de trésorerie et ses placements dans des instruments financiers détenus chez une banque à charte canadienne, un courtier détenu par une banque à charte ou une société indépendante courtier en valeurs mobilières membre du Fonds canadien de protection des épargnants.

Durant l'Exercice 17, les placements comprennent des certificats de placement garanti par des banques canadiennes ou par le Fonds canadien de protection des épargnants. La Société vise à signer des ententes de partenariat avec des sociétés établies et elle suit leur situation de trésorerie de près afin de réduire les risques de crédit sur les comptes débiteurs. Néanmoins, la direction considère le risque de crédit minimal et davantage de divulgation ne serait pas significative.

14.3 Risque de liquidités

Le risque de liquidités est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. Au 30 septembre 2017, la Société avait suffisamment de liquidités pour prendre en charge ses passifs financiers et les passifs financiers futurs provenant de ses engagements existants. Tous les comptes créditeurs et charges à payer sont moins de 31 jours.

14.4 Juste valeur

La valeur comptable de la trésorerie et équivalents de trésorerie, comptes débiteurs, placements, comptes créditeurs et charges à payer et avances reçues pour travaux d'exploration à venir est considérée être une approximation raisonnable de leur juste valeur de par leur maturité à court terme et ainsi que des termes contractuels de ces instruments.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2017 et 2016

14. INSTRUMENTS ET RISQUES FINANCIERS (SUITE)

La juste valeur estimative est établie à la date de l'état de la situation financière en fonction de l'information pertinente sur le marché et d'autres renseignements sur les instruments financiers et ainsi est classée comme niveau 1 dans la hiérarchie des justes valeurs.

La juste valeur des actions cotées évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net est établie au moyen du cours de clôture dans le marché actif le plus avantageux pour cet instrument auquel la Société a facilement accès.

15. INFORMATIONS ADDITIONNELLES RELATIVEMENT AU TABLEAU DE TRÉSORERIE

	Exercice 17	Exercice 16
	\$	\$
Rémunération à base d'actions incluse dans les frais d'E&E	164 088	45 176
Additions aux propriétés d'exploration et aux frais d'E&E inclus dans les comptes créditeurs et charges à payer	204 721	396 820
Crédits d'impôt à recevoir comptabilisés en réduction des frais d'E&E	1 058 212	855 716
Actions cotées reçues pour paiement sur option	30 000	-
Exercice d'options imputé au capital social	-	6 500
Exercice de bons de souscription imputé au capital social	69 988	116 550
Intérêts reçus	213 399	239 459

16. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

Le 22 novembre 2017, la Société a complété un placement privé par l'émission d'un total de 1 692 854 actions accréditives à 1,35 \$ chacune, pour un produit brut total de 2 285 354 \$. À cette date, le cours de clôture des actions à la Bourse était de 0,94 \$, ainsi la valeur résiduelle attribuée à l'avantage lié à la renonciation des actions accréditives est de 0,41 \$, pour une valeur totale de 694 070 \$ créditée au passif lié à la prime sur les actions accréditives. Dans le cadre du placement privé, la Société a payé des honoraires d'intermédiation de 64 572 \$. Des administrateurs et dirigeants ont participé dans ces placements pour un montant total de 131 625 \$ selon les mêmes conditions que les autres investisseurs.